

L'ascension de l'Asie modifie la politique extérieure de la Suisse

Le centre de gravité du pouvoir politique mondial se déplace vers l'Orient et l'influence de la Suisse diminue en conséquence. Petit par la taille, le pays peut y faire face en renforçant sa présence en Asie et en s'engageant en faveur du système juridique international.

Raphael Nägeli

Abrégé L'accession de la Chine au rang de leader économique et politique ainsi que le dynamisme d'un certain nombre d'États asiatiques offrent des opportunités économiques, mais posent également des défis considérables aux pays de la région ainsi qu'à la Suisse et au système multilatéral en place depuis 1945. En appliquant dans le cadre de sa stratégie pour l'Asie une politique coordonnée fondée sur de solides relations bilatérales, sur un engagement accru dans les organisations régionales et sur une solidarité active, la Suisse tente de saisir les opportunités et de protéger ses intérêts de manière durable. La participation accrue des États asiatiques émergents aux organisations multilatérales existantes, mais aussi, le cas échéant, la défense des valeurs mondiales et des règles du jeu font partie de cette politique. Pour la Suisse, petit pays à l'économie ouverte, le maintien d'un ordre mondial libéral revêt une importance capitale.

L'Asie est devenue un pôle de la politique mondiale. La région Asie-Pacifique, qui s'étend de l'Afghanistan au Japon et à l'Australie, compte 4,5 milliards d'habitants. L'an dernier, les 39 pays qu'elle regroupe ont réalisé plus de 42 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, en grande partie grâce aux membres du G20 que sont la Chine, le Japon, l'Inde, l'Indonésie, la Corée du Sud et l'Australie. Alors que la part des pays asiatiques au PIB mondial augmente constamment, le poids relatif des États-Unis et de l'Union européenne (UE) diminue (voir *illustration*). Actuellement, 80 % de la croissance de la classe moyenne mondiale se réalise en Asie.

L'influence croissante de l'Asie se reflète également dans la politique mondiale, où la Chine, l'Inde, le Japon et l'Indonésie jouent un rôle de plus en plus important. La Chine surtout, membre permanent du Conseil de sécurité, étend systématiquement sa présence à l'ONU et aspire explicitement à un ordre plus conforme à ses propres besoins que le système multilatéral existant. Avec la création de la Banque asiatique

d'investissement dans les infrastructures (BAII) et de la Nouvelle banque de développement (NDB), la Chine tente de façonner l'organisation de la politique financière dans d'importants corridors économiques en complément des banques de développement établies. Grâce à une mise en réseau dans le cadre de la « Belt and Road Initiative » (BRI), elle souhaite aussi garantir une croissance économique durable pour tous les pays participants. Cette « Nouvelle route de la soie » devrait également offrir à la Chine un moyen de soutenir ses ambitions géopolitiques par l'effet de l'interdépendance économique et de la puissance douce. Le projet offre assurément des possibilités de développement économique et de stabilisation aux États et aux régions fragiles. Dans le même temps, l'ascension de la Chine devient un défi pour les pays voisins, pour le multilatéralisme et pour l'équilibre mondial.

L'abandon par les États-Unis, sous l'administration Trump, de leur stratégie de « rééquilibrage » ainsi que leur retrait du projet d'accord de Partenariat commercial transpacifique (TPP)

La Suisse officielle dans la région Asie-Pacifique

La Suisse entretient des relations diplomatiques avec les 39 États de la région Asie-Pacifique. Elle est représentée par 17 ambassades, six consulats généraux, neuf bureaux de coopération de la Direction du développement et de la coopération (DDC) et du Secrétariat d'État à l'économie (Seco), deux sites Swissnex (réseau créé dans le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation), six bureaux scientifiques et technologiques ainsi que huit bureaux commerciaux. Des contacts directs ont en outre été établis au niveau du Parlement, des cantons et des villes, de l'économie, des institutions académiques, etc. Au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), la Division Asie et Pacifique (DAP) regroupe les intérêts suisses et les coordonne sur le plan politique.

et de l'Accord de Paris sur le climat ont laissé un vide rapidement occupé par la Chine. La rivalité entre les deux grandes puissances façonnera de plus en plus la politique mondiale au XXI^e siècle. On ne sait pas encore si la guerre commerciale entre les deux plus grandes économies du monde entraînera des distorsions durables. Aujourd'hui déjà, en Asie, la structure du pouvoir est en train de changer, car le Japon, la Corée du Sud et l'Australie, alliés traditionnels des États-Unis, mais aussi les États du Sud-Est asiatique perdent confiance dans les États-Unis et sont de plus en plus conscients de la nécessité de suivre une voie nouvelle et plus indépendante.

Lignes de conflit internes en Asie

La liste des zones de tension intra-asiatiques est longue : des différences significatives de revenus, des problèmes environnementaux croissants, une gouvernance faible ou des situations politiques précaires menacent la stabilité, de même que les conflits historiques non résolus au Cachemire et en Afghanistan. La situation dans la péninsule coréenne reste également imprévisible. S'ajoutent à cela de nouveaux conflits internes ayant des répercussions internationales comme la crise des Rohingyas au Myanmar ou le terrorisme islamiste en Indonésie, aux Philippines ou au Pakistan. L'assurance

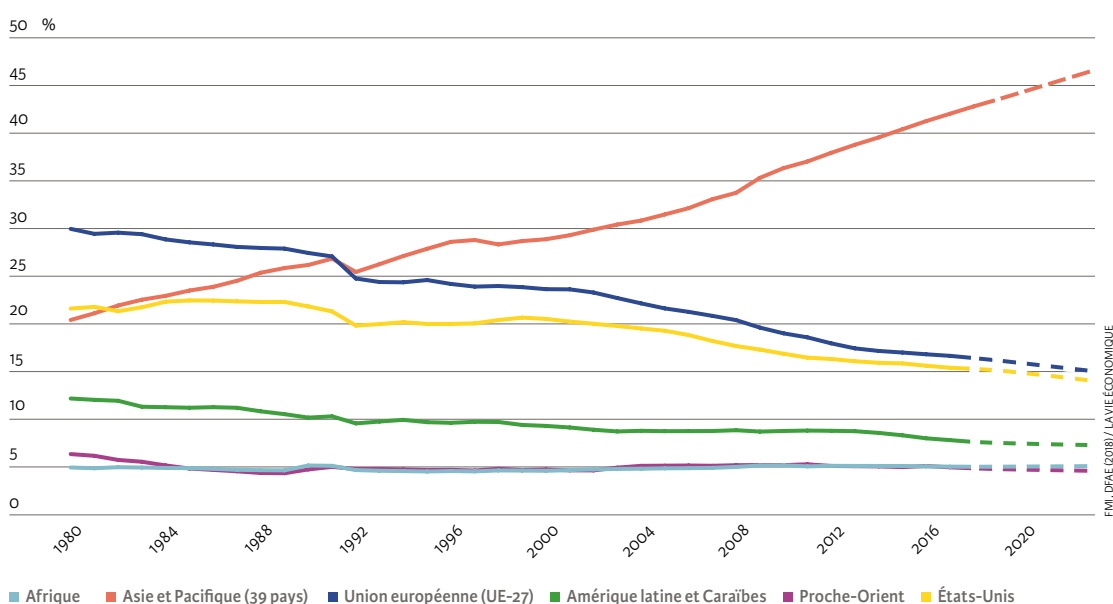
croissante de la Chine se traduit également par des frictions à la frontière indienne ou au sud de la mer de Chine.

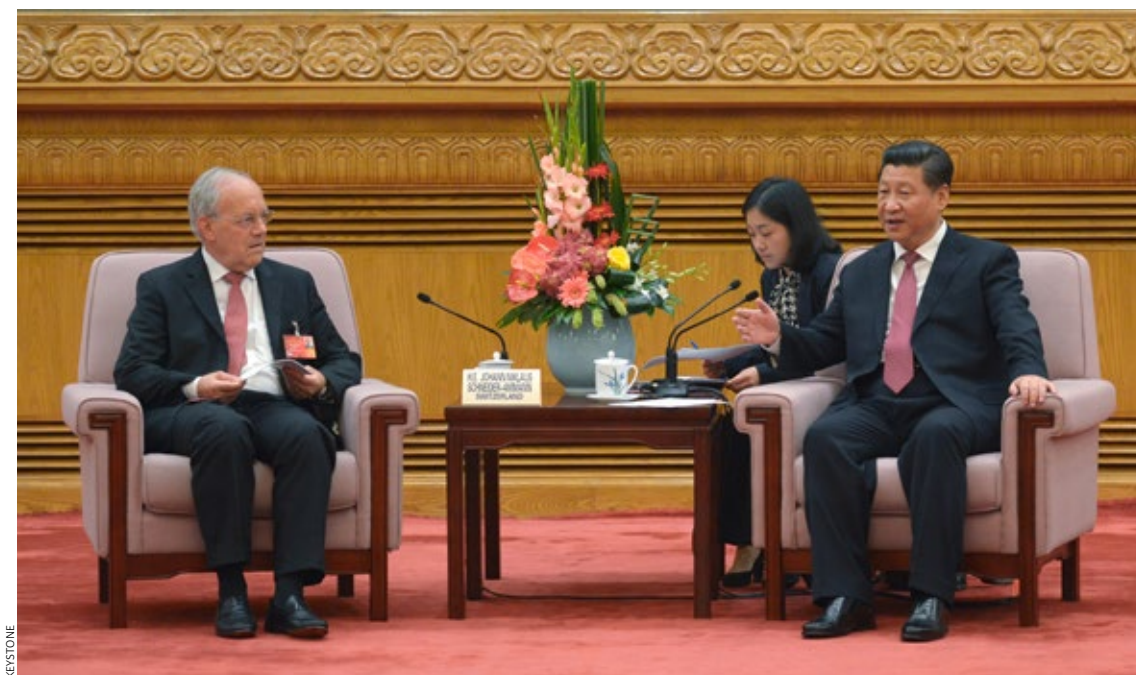
En raison de l'absence d'une architecture de sécurité régionale forte, les problèmes se règlent souvent de manière bilatérale. La Chine concentre plus de la moitié des dépenses de défense de la région. Elle est suivie par l'Inde, la Corée du Sud et le Japon. On observe en même temps des tendances à l'intégration, avant tout motivées par des raisons économiques. L'exemple le plus réussi d'intégration asiatique est l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Anase, également connue sous son acronyme anglais Asean), dont les dix membres s'emploient sans relâche à renforcer les échanges économiques. Dans le cas du TPP également, les onze États du Pacifique restants – après le retrait des États-Unis – sont sur le point de parvenir à un accord.

L'influence de l'Europe pâlit

Nous serions bien avisés de reconnaître en Suisse le caractère historique de ces changements. La croissance du PIB chinois est énorme : alors qu'en 1980, la production économique de la Chine correspondait à 40 % de celle de la Suisse, le PIB chinois est aujourd'hui vingt fois supérieur à celui de notre pays. La perte de poids relative de

Parts des régions du monde au PIB mondial (en parité de pouvoir d'achat)





La Suisse est membre de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures initiée par la Chine. Le ministre de l'économie Johann Schneider-Ammann et le président chinois Xi Jinping lors de la cérémonie de signature en juin 2015 à Pékin.

l'Europe et de l'Occident place la Suisse dans une situation nouvelle et nous devons partir du principe que notre avance technologique et notre puissance économique relative vont encore diminuer dans les années à venir.

Le monde est devenu non seulement multipolaire, mais également multiconceptuel. Les puissances émergentes d'Asie suivent parfois d'autres concepts politiques et valeurs sociales. Pour préserver ses intérêts dans un équilibre mondial modifié, la Suisse doit également coopérer avec ces pays, mais elle ne peut s'appuyer que partiellement sur des valeurs communes. Dans d'autres cas, ce sont des intérêts sélectifs convergents qui nous mettent en contact avec de nouveaux partenaires. Les problèmes mondiaux exigent des réponses mondiales : les objectifs de développement durable de l'ONU et l'Accord de Paris sur le climat sont quelques exemples de ces alliances entre États de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud, qui, pour diverses raisons, s'unissent dans des actions planétaires. Demain, la Nouvelle route de la soie pourrait en être un autre.

Petit pays à l'économie de marché ouverte, la Suisse aura toujours besoin de règles internationales fiables et d'organisations multilatérales fortes. Elle a ainsi soutenu l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

et s'est engagée à la renforcer. Seules des conditions de lutte à armes égales et des procédures de règlement des différends reconnues nous donnent l'assurance que les États ne feront pas passer la force avant le droit. Dès lors, l'engagement en faveur du multilatéralisme et des règles internationales est également au cœur d'une participation éventuelle de la Suisse à des initiatives régionales telles que la Nouvelle route de la soie. Renforcer les organisations multilatérales et défendre le droit international, l'État de droit, les droits humains fondamentaux et l'ordre mondial libéral sont dans l'intérêt même de la Suisse.

L'image de la Suisse est bonne

Devant ces opportunités et ces défis, il s'agit de sauvegarder au mieux les intérêts de la Suisse grâce à une politique étrangère cohérente dans la région Asie-Pacifique (voir *encadré*). Celle-ci comprend trois lignes d'action : la première consiste à renforcer les relations bilatérales. À cet égard, il est utile que les relations politiques entre la Suisse et les pays d'Asie-Pacifique soient fondamentalement bonnes et que la Suisse jouisse presque partout d'une excellente image. Perçu à la fois comme éloigné et peu important au sein de l'Europe, notre pays doit cultiver

ses relations avec un soin tout particulier pour pouvoir faire valoir efficacement ses intérêts et trouver des partenaires intéressés par des préoccupations spécifiques. Ces dernières années, un dialogue politique régulier s'est ainsi établi avec de nombreux pays de la région Asie-Pacifique, en priorité avec les poids lourds mondiaux que sont la Chine, l'Inde et le Japon.

D'un point de vue économique, il est essentiel pour la Suisse d'assurer de bonnes conditions-cadre pour le commerce et les investissements et de protéger la propriété intellectuelle. Des accords de libre-échange nous lient actuellement entre autres à la Chine, au Japon et à la Corée du Sud¹. En novembre dernier, les négociations ont pu aboutir avec l'Indonésie, un pays qui compte 270 millions d'habitants. D'autres accords sont prévus avec l'Inde, la Thaïlande et le Vietnam.

La deuxième ligne d'action de la politique étrangère consiste à renforcer la présence de la Suisse dans les forums régionaux. En 2012, la Suisse a adhéré au Dialogue Asie-Europe (Asem). Cette plateforme de 30 États européens et 21 États asiatiques permet d'entretenir des relations fructueuses au niveau ministériel et présidentiel. Des sujets d'importance primordiale tels que le libre-échange, le climat ou le développement durable peuvent y être débattus dans un contexte régional. La Suisse participe par ailleurs aux forums régionaux sur l'Afghanistan et le Pakistan. Depuis juillet 2016, elle est en outre un partenaire de dialogue sectoriel des États de l'Anase. Enfin, elle envisage une coopération plus étroite avec l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale et le Forum des îles du Pacifique.

Durabilité et droits humains

La troisième priorité de la Suisse est le développement durable, la paix et les droits de l'homme dans la région. Dans les pays les plus pauvres de cette zone – l'Afghanistan, le Laos, le Cambodge, la Mongolie, le Myanmar et le Népal – la coopération au développement se concentre sur la santé, la formation professionnelle, l'eau, l'environnement, la bonne gouvernance, les droits humains et la migration. L'objectif n'est désormais plus de transférer des connaissances de la Suisse vers les pays bénéficiaires, mais de promouvoir

des intérêts communs, comme la protection du climat. Les partenaires prioritaires de la coopération économique au développement sont l'Indonésie et le Vietnam.

La Confédération fournit une aide humanitaire en cas de catastrophe, comme dernièrement lors des typhons aux Philippines et des tremblements de terre en Indonésie. Elle renforce aussi la prévention des catastrophes et apporte une aide alimentaire aux jeunes enfants en Corée du Nord.

Dans le cadre de la coopération multilatérale, la Suisse met l'accent sur la sécurité humaine et la promotion de la paix, le désarmement nucléaire, la politique environnementale durable et la protection du climat. Des dialogues politiques réguliers (par exemple avec la Chine sur les questions liées aux Nations unies) permettent d'identifier les possibilités de coopération et donnent l'occasion de promouvoir le soutien aux positions ou candidatures suisses, ainsi que la Genève internationale.

Enfin, la Suisse participe à la Commission de supervision des nations neutres (NNSC) de la péninsule coréenne et fait partie du Groupe d'observateurs militaires des Nations unies pour l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP). Au Népal, au Sri Lanka, au Myanmar, en Indonésie, en Thaïlande et aux Philippines, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) soutient des activités ciblées visant la résolution pacifique des conflits. Notre expertise dans ces domaines est très appréciée, comme le montre l'intérêt de plusieurs États en matière de fédéralisme (Népal, Myanmar) ou de médiation des conflits (Chine, Thaïlande).

En résumé, l'essor de l'Asie offre beaucoup d'opportunités et de défis à la Suisse. Grâce à sa position claire en faveur du multilatéralisme et à ses larges engagements dans le cadre de la stratégie pour l'Asie, elle est bien armée pour les saisir et les relever.



Raphael Nägeli

Ambassadeur, chef de la Division Asie et Pacifique,
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Berne

¹ Voir à ce propos l'article de Christine Büsser Mauron (Seco) dans ce numéro (p. 4).

Achetez
dès maintenant
votre billet
en ligne:

www.salon-de-lentreprise.ch

JE 17 JAN 2019 9H-20H VE 18 JAN 2019 9H-17H ESPACE GRUYÈRE BULLE

70 EXPOSANTS ET PLUS DE 40 CONFÉRENCIERS DONT:



Sébastien Fanti

Préposé valaisan à la
protection des données
et à la transparence

**RGPD: Principes clés et
applicabilité aux sociétés
suisses**



Lionel Jaquet

Architecte numérique
chez Tebicom SA

**La digitalisation des entre-
prises de notre région est
une réalité**



Gregory Logan

Fondateur de The Shared
Brain, suivi par 55'000 pers.
sur LinkedIn

**Le meilleur chemin du
succès? L'échec**



Gregory Grin

Directeur de Fri Up

**S'inspirer des méthodes
de start-up pour le dévelop-
pement de son entreprise**



Michaël Kamm

CEO de l'Agence Trio
et Publicitaire de l'année

**Votre marque, c'est bon
pour la santé**



Christophe Barman

Co-fondateur de Loyco

**Le management libre,
l'intelligence collective**